

Des syndicats débordés par leurs franges radicalisées

Les organisations doivent faire le grand écart entre des enseignants jusqu'au-boutistes et l'opinion publique, très attachée au baccalauréat.

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)

UN FACE-À-FACE entre le ministre de l'Éducation et une minorité de professeurs jusqu'au-boutistes, et des syndicats qui peinent à raccrocher les wagons, tenus à un impossible grand écart entre une frange radicalisée et l'opinion publique... La mise en danger du baccalauréat par des correcteurs prêts à en découdre n'est pas sans rappeler le mouvement des « gilets jaunes ».

Dans cette partie, Jean-Michel Blanquer incarne ce gouvernement Macron qui trace son sillon sans faire grand cas des « partenaires » sociaux. Les syndicats, eux, y tiennent le rôle de corps intermédiaires dépassés. L'opinion, quant à elle, est prise à partie sur un sujet hautement symbolique – un baccalauréat qui ne vaut plus grand-chose, mais qui tient toujours en haleine le pays à l'heure des résultats –, et doit choisir entre le chaos et l'ordre.

De mémoire de syndicaliste, Frédérique Rolet, la secrétaire générale du Snes, le syndicat majoritaire chez les enseignants du second degré, n'a « jamais connu un tel refus de dialogue social ». « Il faut remonter à Allègre pour trouver un ministre aussi détesté des profs, affirme-t-elle. La seule différence, c'est que Blanquer joue la carte de l'opinion. » Et ce n'est pas un mince détail.

Le syndicat majoritaire, adossé à la

puissante FSU (Fédération syndicale unitaire), tendance communiste, a intégré depuis le mois de juin un étonnant attelage « anti-Blanquer ». Une intersyndicale constituée à l'approche du bac, pour organiser une grève de la surveillance des épreuves – qui n'a eu aucun impact – et envisager des modes d'actions inédits.

Au sein de cette intersyndicale, le Snes donc, mais aussi le Snalc, étiqueté conservateur, FO, SUD, connu pour ses positions radicales, ainsi que des représentants des Stylos rouges, ce mouvement enseignant créé à l'automne, dans

le sillage des « gilets jaunes ». « Cette alliance n'a rien d'idéologique, précise Claude Lelièvre, historien de l'éducation. Elle réunit des mécontents dérangés dans leur espace-temps par la réforme du lycée. Celle-ci aura des conséquences concrètes sur les emplois du temps, avec la mise en concurrence des disciplines et l'annualisation possible du temps de travail. »

Rétention des copies

Pour l'historien, les syndicats sont dans « une fuite en avant », dont ils ne sortiront pas gagnants. « Le Snes ne tient plus la barre. Pour un syndicat majoritaire, tout l'enjeu est de remporter la bataille de l'opinion », explique-t-il. Dans cette bataille, la FCPE, puissante fédération

de parents, proche de la gauche, et soutien indéfectible des syndicats d'enseignants, répond aux abonnés absents. Pas question pour elle de soutenir un mouvement qui bouscule la sérénité des élèves et des familles.

Les syndicats sont-ils allés trop loin ? Ne pas surveiller les épreuves du bac ou ne pas entrer les notes dans la base informatique de l'Éducation nationale, passe encore. Ces actions entrent dans le droit de grève. Ne pas restituer les copies corrigées, en revanche, peut s'apparenter à un vol et devenir un motif de sanction. « Nous en avons averti les collègues », explique Jean-Rémi Girard, au Snalc. Nous les accompagnerons en cas de commissions disciplinaires. » « Tout cela va

laisser des traces, poursuit-il. Le ministre a ignoré les syndicats. Il ne faudra pas s'étonner, une fois ce filtre de médiation supprimé, de se retrouver face à des collègues qui veulent aller jusqu'au bout. »

La bataille autour du bac a aussi fait éclater des fractures profondes dans le monde syndical enseignant. Syndicat « réformateur », qui soutient la réforme du bac, l'Unsa – comme le SGEN – s'est refusé à glisser dans la radicalité. Pourtant l'organisation, proche du camp socialiste, ne porte pas franchement le ministre dans son cœur et déplore aussi l'absence de dialogue. « Mais ce qui se passe aujourd'hui est très nuisible pour la profession », conclut Stéphane Crochet, son secrétaire général. ■